

REJETANT L'ADHÉSION DE L'ALGÉRIE À L'ORGANISATION

Les anti-OMC étalent leurs arguments

Débat à sens unique, hier lundi, au forum du quotidien El Moudjahid où les pourfendeurs de l'adhésion de l'Algérie à l'OMC évoluaient sur du velours en l'absence d'avis contraire.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Autant parler d'un monologue, même si celui-ci a été l'œuvre de trois intervenants qui ont, certes, avancé leurs arguments, mais n'ont pas été au bout de leur logique car «dérapant» sur le plan politique qu'ils redoutent vraisemblablement.

Car le conseiller du SG de la Centrale syndicale aux affaires économiques, par exemple, interpellé sur le fait que ce soit le président de la République qui ait invité le gouvernement à «accélérer les procédures d'adhésion du pays à l'OMC», a tout simplement botté en touche, faisant ainsi l'économie d'un avis visiblement pas très opportun à émettre.

Ceci, même si Mohamed-Lakhdar Badreddine se dit «convaincu» que le président de la République, auquel le dernier mot reviendra comme le ministre du Commerce le soutenait il n'y a pas longtemps, «ne prendra pas de décision qui aille à l'encontre de l'intérêt national».

Accusant ceux qui défendent cette adhésion de «manquer d'arguments», allant jusqu'à parler de «certains membres du gouvernement» qui insistent sur cette option, le

conseiller de Abdelmadjid Sidi-Saïd aux affaires économiques délitera son argumentaire.

«Ce qui intéresse les membres de l'OMC, c'est notre marché sans contrepartie, les normes de production, ce sont eux qui les définissent», non sans relever le veto des pays ayant un excédent de production qu'ils voudraient bien exporter.

Et de rappeler l'accord d'association avec l'UE que «l'UGTA a désapprouvé» lequel, de l'aveu même d'un ministre des Finances, «a causé au pays la perte de milliards de dollars».

Affirmant qu'il s'agit de discuter du comment y aller, Badreddine s'interrogera sur «qui paiera la facture d'une adhésion dans l'immédiat, relevant que ce n'est pas l'Algérie qui refuse d'adhérer à l'OMC mais c'est cette dernière qui veut imposer davantage de conditionnalités dont la suppression des subventions».

Et d'inviter à un débat public, «nous qui aimons tous l'Algérie de la même façon», sans estimer que «l'Algérie n'a aucun intérêt à adhérer à l'OMC». Une adhésion qui se traduira, poursuivra-t-il, inévitablement «par des crises sociales graves».

Pour lui, avant d'aller à l'OMC, faudra-t-il au préalable réhabiliter l'industrie nationale comme retenu à l'issue de la dernière tripartite, surtout que, selon lui, «nous avons un tissu industriel extraordinaire». Partageant cette prudence, l'économiste Chafik Ahnine



Sidi Saïd désapprouve l'accord d'association avec l'UE.

détruirait le «postulat» selon lequel le libre-échange signifiait la garantie de la croissance. Convoquant l'histoire économique, il affirmera que «les pays développés ont réussi leur prouesse grâce au protectionnisme».

«Les pays riches doivent leurs richesses au protectionnisme et aux subventions»,

poursuivra-t-il, estimant que le libre-échange est un «leurre» et «qu'il n'existe pas dans l'absolu».

Les Anglais ont «durant trois siècles pratiqué le protectionnisme qui a toujours dominé», plaident lui aussi, pour une stratégie de développement national et d'industrialisation où tout est planifié.

Pour sa part, le professeur universitaire Chamseddine Chitour recadrera le débat en affirmant que la question de l'adhésion ou non à l'OMC «n'est qu'un détail parmi tant d'autres».

Car, selon lui, l'OMC n'est qu'une petite partie d'une problématique beaucoup plus complexe», s'interrogeant sur la nécessité ou pas de «se tenir le ventre à chaque fois que le prix du baril du pétrole baisse».

Estimant qu'il faut un état des lieux et mettre tout à plat, il dira qu'il est temps que le pays se dote de «ses propres défenses immunitaires», d'opter pour «l'économie de la connaissance» et aller vers une «transition multidimensionnelle».

Et de s'interroger : «Avons-nous une ambition pour ce pays ou continuerons-nous à être rentiers avec 400 000 importateurs et seulement 200 exportateurs ?» Chitour soutiendra également que l'exploitation annoncée du gaz de schiste est une «utopie», plaçant pour une «sobriété énergétique» avec son corollaire, le «sens de la mesure».

M. K.

COOPÉRATION ALGÉRO-SUÉDOISE

L'enseignement supérieur et la recherche scientifique ciblés

Plusieurs porteurs de projets issus des universités algériennes et tunisiennes ont pris part hier, au «Séminaire-contact Maghreb-Suède», tenu à l'USTHB (Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène) à Alger.

Une rencontre qui vise à approfondir la coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique entre les pays participants à travers l'organisation de cycles de formation au profit des encadreurs et des étudiants.

Une opportunité selon le recteur de l'USTHB, Benali Benzaghrou, qui estime qu'«une nouvelle étape de collaboration vient d'être amorcée avec les universités algériennes et celles des pays présents». Pour lui, ce séminaire est également une occasion pour «développer la recherche et créer de nouvelles relations avec des universités et les centres de recherche représentés par les participants».

De son côté, la représentante du ministère de l'Enseignement supérieur, M^{me} Assia Ababou, affirme que l'Algérie reconnaît les qualités de l'enseignement suédois. Elle cite ainsi la téléphonie mobile et les énergies renouvelables comme modèles très développés en Suède.

Son homologue suédois, M. Ulf Melin, souhaite voir ce séminaire-contact se concrétiser en coopération à long terme, dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Selon lui, l'organisation régulière de séminaires-contact comme celui d'Alger, permet le renforcement de la coopération algéro-suédoise. D'autant, poursuit-il, «des rencontres similaires entre la Suède et d'autres pays ont déjà connu une réussite».

Intervenant également, l'ambassadeur de la Délégation de l'Union européenne (UE) en Algérie, Marek Skolil, rappelle la «grande importance» que l'UE accorde à la coopération algéro-européenne et ce, dans de nombreux domaines. Il assure qu'outre les richesses naturelles, l'Algérie possède également un important potentiel de «matière grise».

Rym Nasri

GAZ DE SCHISTE : ABDELHAMID ATTAR SCEPTIQUE QUANT À SON ENTRÉE EN PRODUCTION EN 2022

«L'Algérie n'est pas prête logistiquement»

Présent à la conférence internationale sur l'industrie du gaz en Algérie, l'ancien P-dg de Sonatrach, M. Abdelhamid Attar, réaffirme sa conviction que pour débiter l'exploitation du gaz de schiste en Algérie, il faut beaucoup de temps mais aussi et surtout, l'Algérie n'est pas prête logistiquement.

«Je regrette, je suis désolé, je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent on va avoir 10 milliards de m³ en 2022, 2022 c'est demain ! Sonatrach a fait deux puits verticaux, c'est tout et elle va attaquer deux puits horizontaux, des puits tests ; le gaz de schiste ne va pas

venir à mon avis avant 2025-2030». La réticence des entreprises soumissionnaires dans ce projet revient, dira notre interlocuteur, aux blocs qui ont été proposés et qui n'ont pas assez de potentiel, et d'ajouter «on ne va pas chercher du gaz de schiste sur un périmètre, le gaz de schiste c'est sur de grandes surfaces».

La deuxième raison pour laquelle le projet n'attire pas grand monde outre mer, est, selon l'intervenant, dû au fait que l'Algérie n'est pas prête logistiquement. «Aujourd'hui, les sociétés pétrolières ont des difficultés pour trouver un appareil de forage normal pour forer un puits normal, demain si elles s'attaquent au gaz de schiste, ça veut dire

dans quatre ans, il faudrait qu'il y ait en Algérie des centaines d'appareils de forage».

Sur un autre volet, pour cet expert en énergie, dans ce domaine spécialement du gaz de schiste, il faut abandonner la règle 51/49 et qu'il ne faudrait pas l'appliquer systématiquement. Il s'explique, «d'abord au point de vue ressources, nous avons Hassi Rmel et Hassi Messaoud qui peuvent assurer pratiquement la sécurité énergétique pour au moins 20 ans.

Le gaz de schiste c'est plus difficile techniquement, il faut plus d'argent, or en appliquant la 51/49, on oblige Sonatrach à prendre plus de risques».

Amel Bentolba

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR L'INDUSTRIE DU GAZ EN ALGÉRIE

«Il faut continuer à avancer dans cette démarche mesurée»

Hier, a pris fin la Conférence internationale sur l'industrie du gaz en Algérie, où les intervenants ont axé leurs communications sur l'expérience de l'Algérie dans l'industrie du gaz naturel liquéfié, GNL, et la stratégie de Sonatrach sur le marché mondial du GNL.

L'occasion de célébrer également le cinquantenaire de la mise en service en 1964 de la Camel à Arzew, première usine de liquéfaction du gaz naturel au monde. Dans son allocution de clôture, le P-dg de Sonatrach a remercié tous les partenaires qui ont répondu à cette invitation,

qui a permis dit-il, le partage d'expériences et de savoir-faire concernant les ressources non conventionnelles. Pour le P-dg de Sonatrach, selon le potentiel des ressources techniques récupérables par les experts de Sonatrach, il est évident que l'exploitation du gaz de schiste pourrait aug-

menter les chiffres de la production nationale du gaz qui serait considérable pour répondre aux besoins domestiques et soutenir l'exportation pour le long terme.

Toutefois, il estime «qu'il faut continuer à avancer dans cette démarche mesurée, en passant par des projets pilotes pour estimer la production à court et à long terme, avec l'évaluation économique dans un contexte algérien. Cette rencontre a permis de discuter dans la transparence des techniques utilisées pour

produire le gaz de schiste». D'autre part, il rappellera les évolutions du marché du GNL, avec une demande qui va évoluer sous la forme du GNL, «l'utilisation du gaz naturel de manière générale converge pour confirmer la tendance à la hausse.

L'Algérie a lancé des investissements, notamment avec la réalisation de projets de grande envergure, le méga-train de Skikda et d'Arzew, qui permettront d'atteindre 60 millions de m³ par an de gaz GNL».

A. B.